

Sommaire

Emergence : Gérard Grandamme, page 2

Crise de l'école et mouvement social : Robert Duguet, pages 2 et 3

Coup de gueule, page 3

Décomposition et amorce de recomposition : Bernard Fischer, pages 3 et 4

Annonces et brèves, page 4

RASSEMBLEUR

À

GAUCHE

BULLETIN DE LIAISON POUR
"RASSEMBLER A GAUCHE"

Dispensé de timbrage

R.A.G

LE CLOS BOISSY-S-T-YON 91790
CPPAP 11077 - ROUTAGE 206

Comité de Rédaction

David Bodet, militant LCR
Cyrille-Robert Broux, militant des Verts
Anne-Marie Cartolaro, militante Ras l'front
Amaury Couderc, militant socialiste progressiste
Françoise Deson
Jean Deson, militant des Verts
Michelle Dospital, militante associative
Robert Duguet, militant socialiste progressiste
Emile Fabrol, militant PCF (gauche communiste)
Bernard Fischer, militant associatif
Michel Galin, militant syndical
Gérard Grandamme
Serge Guichard, militant du PCF
Vincent Huet, militant de la LCR
Sylvie Mayer, militante du PCF
Roland Mérieux, militant de la CAP
Gérard Morlier, militant associatif
Philippe Nekrouf, militant socialiste progressiste
Jean Sanchez, militant AREV

N° 96 septembre 1998
7^e année de parution

Commission paritaire des
Publications et Agences de Presse numéro 11077

Directeur de publication : Jacques Adrien
militant socialiste progressiste

RAG : Amaury Couderc,
le Clos, Boissy-Sous-Saint-Yon 91790
tel.: 01.64.91.32.75

Imprimé par nos soins

ÉMERGENCE

par Gérard Grandamme (les Alternatifs)

*L'Homme est ainsi fait, qu'il rêve.
L'Homme a besoin d'une utopie qui
donne un sens à son action.*

Le champ de cette utopie est aujourd'hui dévasté, et nous n'avons pas fini de le payer.

- La perversion de l'idée communiste a porté le rôle de l'état vers les cimes du despotisme, prenant le contre-pieds de l'objectif annoncé.

- Sous sa forme réformiste, l'idée du socialisme n'a jamais su provoquer de ruptures ; les capitulations se succédant selon les impérieuses nécessités du Capital.

Il faut donc redéfinir les contours d'une nouvelle utopie ce qui suppose temps et patience.

Le potentiel militant pour œuvrer dans ce sens est également dévasté ; preuve en est le nombre impressionnant de militants perdus dans la nature, le nombre incalculable de groupes locaux (dont la plupart bornent leur horizon de pensée à leur clocher et leur intervention politique aux "municipales"), le nombre de mouvements politiques groupusculaires (j'en fais partie !), le nombre de transfuges légitimés par des ambitions à court terme.

Pour que cesse ce gâchis et pour qu'enfin renaisse l'espoir, il faut réunir

plusieurs conditions, j'en vois deux à mes yeux, essentielles et s'accompagnant l'une l'autre :

- Un important travail intellectuel analysant les erreurs et les échecs, puis l'élaboration de ce que j'appelle une nouvelle utopie et pour laquelle il existe des points d'appui.

- Une remobilisation militante, un regroupement de ceux qu'il convient d'appeler les Alternatifs, au sens large du terme, capable de proposer une alternative économique, (projet de société) mais aussi politique (accès aux responsabilités).

Si la sphère militante est faible et éclatée, il me semble que nous assistons à l'émergence d'un travail intellectuel salutaire et mobilisateur.

- La ligne éditoriale adoptée par "le Monde diplomatique" depuis quelques années apparaît bien comme une des nurseries de ce phénomène, pénétrant un lectorat croissant et doublant largement notre espace militant. Claude Julien, Ignacio Ramonet, Serge Halimi, etc. mettent leur talent me semble-t-il au service de cette alternative dont nous commençons à percevoir les contours.

- Le succès des petits bouquins à 30 balles, de la collection Liber / **Raison d'Agir** dirigée par Pierre Bourdieu, comme "Contre feux" ou encore "Les nouveaux chiens de garde", malgré le

ghetto dans lequel on a tenter de les circonscrire, est une nouvelle donne politique. Ne pouvant plus rester silencieux, le journalisme de connivence, a voulu transformer ce printemps de la pensée en polémique estivale, preuve que son désarroi est grand !

- Je constate également le succès de "Charlie Hebdo" . . . Sous un abord délibérément "provoc", ce journal développe et argumente très finement des opinions anti-libérales, écologiques et alternatives de façon décapante.

- Les petites maisons d'édition se multiplient, comme se multiplient les ouvrages collectifs et les pamphlets comme "Vivre et penser comme des porcs" de Gilles Châtelet, etc.

Bref, la pensée unique est mise à mal ! Il était temps. Une culture alternative est peut-être en train de naître.

Reste à savoir pourquoi cette éclosion d'intellectuels aussi brillants, que je n'hésite pas un instant à baptiser d'alternatifs, ne se concrétise pas par la formation d'un mouvement alternatif plus fort. Ceci doit forcer notre réflexion et nous interpeller sur notre façon de militer.

En attendant, assurons la promotion des vecteurs de cette pensée émergente. □

CRISE DE L'ÉCOLE ET MOUVEMENT SOCIAL

par Robert Duguet

Nous expliquions dans le numéro de rentrée de RAG que le dispositif de la gauche plurielle, comme réponse associant l'ensemble des forces de gauche en dehors du PS à la crise libérale, tenait bon. Sauf la situation dans l'Éducation Nationale, dont les prémisses d'une crise profonde apparaissaient à travers le mouvement des enseignants et instituteurs du 93 au printemps, le gouvernement de Lionel Jospin affrontait la situation sociale à la rentrée avec une relative tranquillité. Les choses en étaient là, avant que n'éclate l'orage dans les lycées.

Sans doute la personnalité propre de Claude Allègre, sa grossièreté si naturelle à faire avancer à coups de bélier les réformes de déstructuration libérale de l'enseignement public, ont fait surgir plus vite sur le devant de la scène les acteurs du mouvement social. De plus, cet homme de l'ombre,

essentiellement habitué au silence feutré des cabinets ministériels et aux manœuvres des couloirs de la rue Solférino, fait partie de cette génération d'hommes politiques qui ont une profonde méconnaissance du terrain sur lequel ils

agissent : la jeunesse lycéenne ou étudiante, les enseignants de ce pays depuis une vingtaine d'années ont joué un rôle de premier plan dans la crise des gouvernements sociaux démocrates ou de cohabitation : citons Savary en 1983-1984, Devaquet en 1986, Jospin en 1988 avec des manifestations de professeurs sans précédent, Bayrou avec la grande manifestation laïque de 1994... La politique d'Allègre a réussi, on peut lui rendre cet hommage, à créer les conditions d'un profond mouvement de contestation de la politique de la gauche plurielle dans le domaine de l'éducation. Des centaines de milliers de jeunes dans la rue, des comités de grève élus un peu partout, ne nous y trompons



pas, c'est l'expression d'une lame de fond qui gagnera demain le salariat dans son ensemble.

Les revendications de ce mouvement : la jeunesse veut être instruite dans des conditions décentes, elle veut l'allègement des effectifs et moins de classes surchargées, des professeurs qualifiés et des locaux en bon état. Si l'on observe ce qui se passe dans les lycées et si on écoute moins la radio et la télévision, on peut dire que la base de la politique socialiste s'est considérablement rétrécie. Les grandes manœuvres ministérielles visant à utiliser les lycéens contre les professeurs, les petits pas de danse des apprentis sociaux démocrates de la FIDL sur les moquettes ministérielles, violant allègrement la souveraineté de décision du mouvement lycéen au compte des intérêts d'une tendance du PS, nous

avons nommé la Gauche Socialiste, tout cela ne fera pas le compte. D'autant que sur les revendications précises qui ont été posées, il y a un refus de réponse positive : les emplois jeunes, les surveillants supplémentaires, les soldats du contingent, le prêt de 4 milliards (sans intérêts) concédé par les états aux conseils régionaux, tout cela est destiné à casser la mobilisation mais non à entrer dans le vif du sujet. La question des questions qui reste en suspens est la suivante : comment un gouvernement si étroitement assujéti aux intérêts du capital, qui a entériné Maastricht et Amsterdam, peut-il répondre à la jeunesse en termes de défense du service public d'enseignement ? Il ne le peut manifestement pas. Le mouvement social devra casser le cadre de la gauche plurielle. C'est la condition première pour que puisse naître et s'affirmer une politique et donc une force nouvelle. □

COUP DE GUEULE - COUP DE GUEULE - COUP DE GUEULE - COUP DE GU

- De 89 à 96, les sommes rackettées sur le seul budget de rénovation des lycées en Région Ile-de-France au profit de différents groupes politiques atteindrait les 4 milliards de francs, soit le budget des lycées pour une année complète...
- 4 milliards, c'est aussi la somme que l'Etat s'est engagé à prêter "sans intérêt" aux Régions. En pleine grève les lycéens seront sûrement ravis de pouvoir faire cette relation...
- En 98 avec un gouvernement de la gauche dite plurielle et une majorité de députés socialistes, communistes et Verts, des retraités dont le revenu mensuel est inférieur à 4500 F paient 1558 F d'impôts (dits sociaux !). Il est difficile de ne pas appeler cela du racket!

CONTRE LE RACKET DANS LES COLLEGES



COUP DE GUEULE - COUP DE GUEULE - COUP DE GUEULE - COUP DE GU

DÉCOMPOSITION ET AMORCE DE RECOMPOSITION

par Bernard Fischer

Les rentrées internationales, politiques et sociales sont toujours difficiles. La rentrée 1998 est exécrable.

Au plan international, il y a d'abord aux Etats Unis l'affaire Clinton Starr Lewinsky. Il s'agit d'une affaire dont les trois principaux protagonistes sont aussi mauvais les uns que les autres. Au delà de ses origines sentimentales, pornographiques et professionnelles, il s'agit d'une calamiteuse affaire politique. Elle est au centre de la campagne électorale pour les « mid terms elections » du mois de novembre 1998 et pour les élections présidentielles

de l'an 2000 aux Etats Unis, elle est au centre d'une procédure de destitution du président des Etats Unis, la plus grave crise de politique intérieure américaine depuis la fin de la guerre du Vietnam et la démission de Nixon en 1974. Dans le temps, il y avait des espions et des matahari. L'impérialisme américain de 1998 n'en a plus besoin.

Au plan international, c'est aussi la plus grave crise boursière, financière et monétaire depuis 1929. Le krach de la bourse de Moscou succède au krach des bourses des pays d'Asie du Sud Est, le krach des bourses latino-américaines

succède au krach de la bourse de Moscou.

En matière de politique intérieure française, d'autres l'écrivaient avant moi, à travers la multiplication et l'aggravation des affaires et des scandales politico financiers, de droite (affaire de la mairie de Paris, mise en examen de Juppé) comme de gauche (affaire de la MNEF) on assiste à une affaire « mani pulite » (mains propres) rampante. « La cinquième république passera-t-elle l'hiver » demande l'association de Pasqua.

Au plan social, la mise en application

de la loi Aubry pour les 35 heures provoque une accélération sans précédent de la crise des confédérations syndicales françaises. Le CNPF manifeste son opposition radicale à la loi Aubry par la signature d'un accord dans la métallurgie pour l'augmentation des heures supplémentaires. Il trouve comme partenaire dans la métallurgie le secrétaire de la fédération Force Ouvrière de la métallurgie.

Dans ce paysage de décomposition, il y a deux éléments de recomposition. Premièrement, les deux plus importantes organisations de l'extrême gauche française, Lutte Ouvrière et la LCR, préparent une liste commune pour les élections européennes de juin 1999. Les tentatives de modification du mode

de scrutin et du découpage des circonscriptions électorales échouaient en juin 1998. L'objectif était, pour les élections européennes de juin 1999, comme pour les élections régionales de mars 1998, la présentation d'une liste unique du gouvernement de la gauche plurielle. Les trois principales composantes de la gauche plurielle, le parti socialiste, le PCF et les Verts, présenteront chacune leur liste. Cela déplaît à tous. Il y aura surtout une concurrence entre la liste du PCF et la liste commune de l'extrême gauche. Si la liste commune Lutte Ouvrière LCR passe devant la liste PCF, cette situation approfondira fortement la crise du PCF et elle rendra d'autant plus difficile sa participation gouvernementale.

Il y a une autre campagne, moins claire et plus large, une campagne commune dont les quatre principales composantes sont la gauche socialiste, le PCF, la LCR et les Verts, pour la non ratification du traité d'Amsterdam.

En fin, les principaux protagonistes de la crise politique italienne jouent aujourd'hui une répétition générale de la crise politique française de demain. La majorité du PRC de Bertinotti votait contre la confiance au gouvernement Prodi. La minorité du PRC de Cossutta votait pour la confiance au gouvernement Prodi, décidait la scission du PRC et la constitution d'un nouveau parti. Et le gouvernement Prodi tombait.

□

UNE HISTOIRE DE "MAROQUIN"...

Il y a quelques semaines, la "gauche socialiste" lançait à l'intérieur du PS un appel aux militants dans le but de recueillir 5000 signatures, afin d'obtenir au sein de ce parti un référendum portant sur la non-ratification du traité de Maastricht par ses élus (en effet les statuts de ce parti permettent d'obtenir l'organisation d'un référendum interne sur la base de 5000 signatures).

Aujourd'hui, il semble, et c'est même une certitude, que les 5000 signatures aient été obtenues... rien d'étonnant à cela, puisque plus de 40% des militants s'étaient prononcés lors d'une convention pour la remise en cause du traité de Maastricht. Les dirigeants de cette tendance au sein du PS devraient donc être ravis du bon tour joué à François Hollande et du même coup à Lionel Jospin...

Las, il semblerait que les 5000 signatures aient été égarées...

Peut-être oubliées dans un maroquin...



Dîner - Débat LCR 91 En présence d'Alain Krivine porte parole de la LCR

Le 14 novembre 1998

à partir de 19 heures

**Au centre de loisir de la
Garenne à Bondoufle**

**Participation aux frais :
20F**

Gratuit pour les enfants

- librairie
- animation

4

Campagne pour le droit au retour des palestiniens.

18/25 novembre : festival du film palestinien à la vidéothèque de Paris.

Novembre : envoi d'une délégation d'intellectuels français dans les camps de réfugiés palestiniens du Liban, dans l'objectif d'écrire un livre manifeste sur les réfugiés palestiniens.

11 décembre : organisation d'un colloque international à l'UNESCO sur le droit au retour.

Renseignements : 43 boulevard Auguste
Blanqui, 75013 Paris
Téléphone : 01.43.72.59.38

Le ministère de la jeunesse et des sports se doit de faire le ménage...

Au Conseil de Paris, notre amie Cécile Silhouette, élue du groupe EGALE, s'est opposée pour la seconde fois à une subvention destinée aux "Scouts d'Europe". Pourtant agréée par le ministère de la jeunesse et des sports, cette organisation recommande dans ses statuts "d'éviter de mettre en contact habituel, sans nécessité, des jeunes de confession différentes"